

JEFFRY FRIEDEN

Professeur à l'Université de Harvard

Vous m'avez devancé car j'allais commencer par dire qu'en tant qu'économiste politique, j'ai pensé qu'il serait logique que je me concentre sur la politique. La finance est toujours politique. Nous savons qu'il existe un lien direct entre la politique et les politiques monétaire et fiscale, mais c'est plus général que cela. Le système financier est à bien des égards une créature de la politique publique et il est fortement affecté par les politiques publiques. La finance internationale est encore plus politique que la finance interne, comme nous le savons du fait de centaines d'années de conflits à propos des dettes souveraines.

Nous venons d'avoir un panel fascinant avec deux des autres orateurs sur certaines des questions politiques soulevées par les affaires financières et monétaires internationales. Nous connaissons tous la situation à laquelle nous sommes confrontés et Jean Claude vient d'y faire référence. Il existe une réaction globale contre la mondialisation. Même si nous pensons que la mondialisation est une bonne chose pour tous les pays, nous savons qu'il existe des gagnants et des perdants. Nous avons découvert que c'est ce à quoi ressemblera le choc de la mondialisation. Nous l'avons vu maintenant, pays après pays, tout autour du monde et la finance est directement ou indirectement une de ses principales cibles.

Nous pourrions nous concentrer sur les problèmes, interprétés de façon étroite, de la finance internationale, qui sont intéressants et importants. Cependant, je pense que les marchés financiers internationaux et nationaux sont confrontés à des défis encore plus importants. Ces défis vont venir de l'évolution de la situation politique, tant nationale qu'internationale. Presque partout, une partie substantielle de la population a le sentiment très net que la mondialisation, y compris l'intégration financière très poussée, ne l'a pas aidée. Il existe différentes formes dans différents pays, différentes cibles dans différents pays, différentes sources dans différents pays et différentes expressions politiques dans différents pays. Je peux donner quelques exemples. Dans la zone euro, l'austérité suscite un vif mécontentement chez les pays débiteurs de la périphérie. Certains pays créanciers ont du ressentiment à l'égard des transferts. Un peu partout, il y a du ressentiment vis-à-vis de ce qui a été perçu comme une série de sauvetages bancaires. Ensuite, il y a des faillites bancaires qui menacent les communautés dans lesquelles se trouvent les banques. En un sens, l'Italie est un exemple parfait ici : la Lega est furieuse contre les transferts budgétaires, le mouvement Cinque Stelle est furieux contre l'austérité, et tout le monde en Italie est furieux contre la faillite des banques italiennes, qui menacent, d'une manière ou d'une autre, l'épargne des ménages de la classe moyenne. Les finances sont une cible facile pour ceux qui sont contrariés par l'austérité, par le sauvetage des banques et par les transferts fiscaux. Ils sont contrariés par les tentatives, de la part d'autorités de réglementation bancaires bien intentionnées, de fermer les banques insolvables.

Aux États-Unis, les pertes d'emplois, liées souvent à la mobilité des capitaux, à la fois à l'intérieur du pays et à l'étranger, suscitent de plus en plus de ressentiment. Au cours de sa campagne, Donald Trump a notamment accusé Wall Street et les marchés financiers d'avoir délocalisé des emplois américains. Il a également blâmé les élites politiques existantes d'avoir sauvé des banques. Comme nous le savons tous, ces efforts ont été au centre de la tentative visant à limiter les effets de la crise amorcée en décembre 2007. Néanmoins, aux États-Unis, le sauvetage des banques reste l'une des politiques publiques les moins populaires de ces 30 dernières années.

Jean Claude vient de mentionner l'émergence du populisme sur les marchés émergents. La nouvelle vague de populisme dans les pays en développement est représentée par des personnalités telles que Duterte et par l'homme qui sera presque certainement le prochain président du Brésil, Jair Bolsonaro. Sur les marchés émergents, le ressentiment persiste quant aux crises monétaires, à l'austérité et aux crises de la dette souveraine. Il y a, là aussi, du ressentiment contre le rôle joué par les élites. Une partie de ce ressentiment peut être mal placée, mais cela ne change en rien sa pertinence, son pouvoir politique ou son importance.

La cible n'est pas seulement les banques centrales, mais l'ensemble du système financier, qui est à bien des égards une créature de l'ordre politique. À titre d'exemple, l'un des héros du Tea Party lancé en 2010 par Donald Trump et ses

partisans, n'était autre qu'Andrew Jackson. Ce qui a fait connaître Andrew Jackson est son hostilité fondamentale à l'égard des banques et des banques centrales. Il a fermé la banque centrale des États-Unis, provoquant ainsi une crise financière et a failli fermer toutes les banques du pays. Et Jackson était le héros du Tea Party et des partisans de Donald Trump en 2016.

C'est le principal défi auquel sont confrontés les acteurs financiers internationaux, publics et privés. La nécessité de remédier à ce ressentiment, car en politique, le ressentiment ouvre la voie à des politiciens et des partis qui remportent des élections, et se transforme en politiques qui pourraient menacer un système financier intégré.

Je ne pense pas que la persuasion fonctionnera. Beaucoup d'économistes estiment que si nous expliquions aux gens des choses comme l'avantage comparatif, ils ne s'inquiéteraient pas du fait qu'ils ont perdu leur emploi. Mais les gens ont des préoccupations légitimes et des plaintes légitimes. Ils ne ciblent peut-être pas les bons coupables mais leurs plaintes sont légitimes et doivent être prises au sérieux.

Le véritable défi est celui auquel nos gouvernements doivent faire face. Comment répondez-vous à ces préoccupations légitimes ? Comment aidez-vous ceux qui ont été durement touchés par les développements économiques et financiers de ces 20, 30 ou 40 dernières années ? Comment leur fournissez-vous une compensation ? Comment leur donnez-vous le sentiment d'être représentés sur la scène politique ? À ce jour, je dois dire que, étant un peu pessimiste, je ne vois aucune volonté particulière d'aborder directement et d'envisager sérieusement la nécessité de répondre aux préoccupations de ceux qui sont à la base des mouvements populistes.

Il est temps de réfléchir aux types d'avantages qui pourraient être accordés à ceux qui ont souffert et qui, en fait, se rebellent maintenant contre l'ordre politique. La finance et une économie internationale intégrée vont subir des assauts soutenus. La meilleure défense, à mon avis, est de travailler dur pour développer de nouveaux modèles de politiques sociales et de représentation politique qui vont au-delà des sentiers battus. Ces politiques doivent satisfaire les besoins réels de personnes dont la souffrance n'est pas imaginée mais réelle. Sans cela, l'axe qui s'est développé au cours des cinq dernières années, l'axe Trump-Kuczynski-Bolsonaro-Duterte-Salvini, trouvera bientôt dans la finance une cible très attrayante et cette cible n'aura pas d'armes.